

# OUGANDA

## Environnement opérationnel

### Contexte

La population relevant de la compétence du HCR en Ouganda est restée stable ces dernières années, les réfugiés rapatriés de leur plein gré ou réinstallés étant remplacés par de nouveaux arrivants. Néanmoins, à la mi-2011, le nombre de réfugiés fuyant les violences en cours dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) a fortement augmenté. En août 2012, l'afflux s'était transformé en situation d'urgence, plus de 40 000 Congolais venant chercher la sécurité en Ouganda. Ceux-ci se sont joints à d'autres nouveaux arrivants, originaires notamment du Soudan du Sud, de Somalie, du Burundi, du Rwanda, d'Éthiopie et d'Érythrée, qui entraient dans le pays à un rythme moindre. En août 2012, l'Ouganda accueillait plus de 190 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés.

Au cours des cinq dernières années, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR et vivant en milieu urbain en Ouganda a été multiplié par cinq – passant de 9 000 en 2007 à 48 000 aujourd'hui. La plupart d'entre eux vivent à Kampala. Le programme en milieu urbain cible les individus extrêmement vulnérables, conformément à la politique du HCR sur les réfugiés urbains. Des évaluations faisant appel à la participation des communautés et tenant compte de l'âge, du genre et de la diversité sont utilisées pour fournir des services ciblés en matière de soins médicaux, d'enseignement primaire et d'aide juridique aux victimes de violences sexuelles et sexistes, ainsi que des allocations de subsistance aux malades chroniques ou aux handicapés.

Les crises en cours en Somalie, en Érythrée, en Éthiopie et au Burundi ont entraîné une augmentation régulière du nombre de demandeurs d'asile originaires de ces pays. Fin 2011, la procédure de recours a reçu une impulsion considérable, du fait de la création par le Gouvernement d'une Commission de recours pour les réfugiés.



## Chiffres prévisionnels pour l'Ouganda

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	RDC	113 290	113 290	135 510	135 510
	Somalie	14 240	14 240	14 530	14 530
	Soudan du Sud	18 460	18 460	17 380	17 380
	Pays divers	15 450	15 450	5 430	5 430
Demandeurs d'asile	RDC	4 840	4 840	2 140	2 140
	Érythrée	2 930	2 930	2 980	2 980
	Somalie	10 540	10 540	13 040	13 040
	Pays divers	18 000	18 000	28 000	28 000
Réfugiés rapatriés	Ouganda	20	20	20	20
Déplacés internes	Ouganda	15 000	-	5 000	-
Déplacés de retour	Ouganda	14 780	-	10 000	-
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Ouganda	154 000	154 000	160 000	160 000
<b>Total</b>		<b>381 550</b>	<b>351 770</b>	<b>394 030</b>	<b>379 030</b>



Jeunes réfugiés congolais ayant fui les combats dans les provinces du Kivu (RDC), accueillis à Nyakabande.

HCR/M. SIBILONI

Étant donné que la loi ougandaise sur la citoyenneté et le contrôle de l'immigration limite les possibilités de naturalisation et de résidence légale offertes aux réfugiés, la Cour constitutionnelle se penche actuellement sur cette question.

Les conflits au sujet de la propriété foncière posent un grave problème et menacent la coexistence pacifique entre les communautés d'accueil et les communautés réfugiées. Ces conflits, qui pourraient susciter des déplacements, font l'objet d'une surveillance attentive.

Un accord tripartite avec le Kenya pourrait relancer le rapatriement librement consenti des réfugiés kenyans ; cependant, les retours dépendront en grande partie du résultat des élections prévues au Kenya en 2013.

### ● Besoins

Le gros des ressources du HCR servira à gérer des services essentiels pour répondre aux besoins de base. Les plus fortes demandes concernent l'accès à une protection internationale effective ;

le soutien juridique ; les abris de base et les articles de première nécessité ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; les soins médicaux primaires, y compris la prévention et la prise en charge du VIH ; et l'assistance nutritionnelle, en insistant sur la réduction de l'anémie.

Le HCR viendra également en aide aux réfugiés les plus vulnérables ayant des besoins spécifiques et exécutera des programmes de protection de l'enfance, ainsi que de prévention et de traitement de la violence sexuelle et sexiste. En outre, l'Organisation gèrera des projets destinés à améliorer l'enseignement primaire, les moyens de subsistance et l'autosuffisance, y compris la sécurité alimentaire.

Le HCR aidera ses homologues gouvernementaux, notamment le Cabinet du Premier ministre, la Commission d'éligibilité au statut de réfugié, la Commission de recours pour les réfugiés récemment créée et les administrations des districts, à renforcer leur capacité institutionnelle de gestion des affaires de réfugiés. Le Haut Commissariat cherchera également à convaincre le Gouvernement d'envisager la possibilité d'accorder la nationalité ou le statut de résident permanent aux réfugiés.

## Objectifs et cibles prioritaires en 2013

### Besoins de base et services essentiels

- Des abris et des infrastructures sont construits, améliorés et entretenus.
  - ☞ 50 pour cent des ménages vivent dans des logements convenables.
- L'approvisionnement en eau potable est amélioré ou maintenu.
  - ☞ 10 à 12 litres d'eau potable disponibles en moyenne par personne et par jour.
- L'état de santé de la population est amélioré.
  - ☞ Le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans est inférieur à 3,3 pour mille par mois.
- Le bien-être nutritionnel est amélioré.
  - ☞ Le taux d'anémie chez les enfants âgés de six mois à cinq ans est de 50 pour cent.
- La population a un accès optimal à l'éducation.
  - ☞ 65 pour cent des enfants de 6 à 13 ans relevant de la compétence du HCR sont scolarisés dans le primaire.

## Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux	12
□ Effectifs totaux	179
Internationaux	18
Nationaux	119
JEA	4
VNU	28
Autres	10

L'invocation des clauses de cessation pour les réfugiés rwandais à la mi-2013 devra être gérée d'une manière qui ne compromette pas la protection et qui fasse progresser la recherche de solutions durables. À cet égard, une stratégie globale de solutions lancée en février 2012 en Ouganda est en cours de mise en œuvre. Les efforts sur ce front devront être poursuivis en 2013.

### Stratégie et activités

En 2013, le HCR accordera la priorité au maintien de la protection et des services essentiels, indispensables à la survie et à la subsistance. L'Organisation s'appuiera sur ses partenariats stratégiques avec les organismes onusiens et les autres acteurs du développement pour consolider la capacité des institutions locales. Un autre secteur d'activités essentiel concernera l'entretien, la remise en état ou la construction d'infrastructures aptes à assurer des services de base dans les régions d'accueil des réfugiés.

Les principales activités de protection du HCR consisteront à aider le Gouvernement à améliorer l'accès à l'enregistrement et à des documents officiels, par exemple par le biais de la délivrance de cartes d'identité, de documents de voyage émis au titre de la Convention et d'actes de naissance. Le HCR renforcera son appui à ses homologues gouvernementaux afin de garantir une prise de décisions rapide au sujet des demandes d'asile en première instance ou en appel, avant l'application des clauses de cessation aux réfugiés rwandais, dont les demandes pourraient excéder les capacités de traitement actuelles.

Au sein des populations urbaines, le HCR et ses partenaires se concentreront sur les personnes les plus vulnérables qui relèvent de sa compétence en évitant de créer des services parallèles.

Dans les districts d'accueil des réfugiés, le programme de sensibilisation et de mobilisation vise à élargir le cercle d'organismes onusiens et de partenaires de développement ayant les ressources et les mandats nécessaires pour

appuyer la transition entre les services de secours et les projets de développement. Pour la population sud-soudanaise résiduelle, le HCR entend renforcer la gestion des cas individuels afin d'apporter des solutions durables à chaque ménage. Pour les personnes exposées à des risques d'apatridie, le HCR entreprendra des études approfondies afin de trouver des solutions.

### Contraintes

Les appels lancés par l'Ouganda afin d'obtenir l'aide matérielle nécessaire pour régénérer le milieu naturel et remettre en état les infrastructures, éprouvés par la présence de populations réfugiées pendant de longues années, n'ont pas reçu de réponses très enthousiastes. Il y a donc le risque que le Gouvernement ordonne des politiques plus restrictives en matière d'asile. Les conflits au sujet de la propriété et de l'usurpation des terres imposent également des contraintes. Les personnes relevant de la compétence du HCR qui ne peuvent ni regagner leur pays, ni prétendre à une réinstallation, n'ont aucune possibilité de s'intégrer sur place.

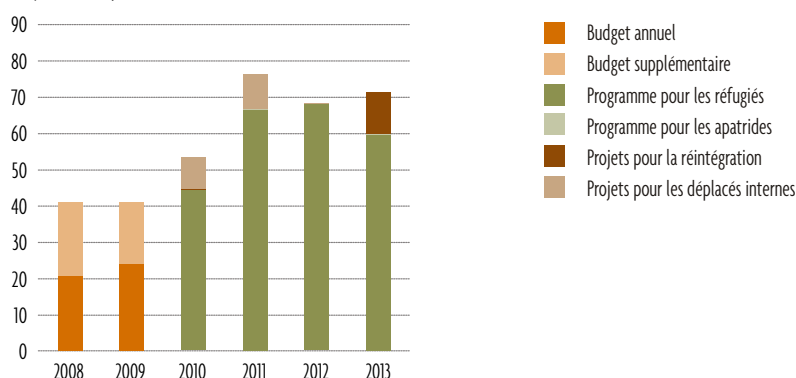
### Organisation et mise en œuvre

#### Coordination

Le Gouvernement ougandais alloue des terrains à bâtir et des terres agricoles aux réfugiés et supervise la sécurité physique et l'ordre public dans les zones d'installation avec le soutien technique, financier et matériel du HCR. Le PAM fournit une aide alimentaire aux réfugiés, tandis que les ONG nationales et internationales gèrent les projets multisectoriels sous la direction et la coordination du HCR. La coopération et la coordination avec les autres organismes onusiens ont essentiellement lieu dans le contexte du PNUAD, des OMD et des Services communs (sécurité, santé et administration), ainsi qu'au travers de fonds communs tels que le Fonds central d'intervention d'urgence, de l'IGAD et de la programmation conjointe des

## Budget du HCR en Ouganda 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)





Nations Unies. Dans le cadre de ces dispositifs, le HCR offre des services aux réfugiés et milite pour leur intégration dans les différents programmes de développement.

## Informations financières

Le budget du HCR pour l'Ouganda a connu une progression régulière de 2006 à 2008, à mesure que les besoins pour les opérations en faveur des réfugiés et des déplacés internes augmentaient. Cependant, en 2009, le budget a été réduit car le rapatriement librement consenti au Soudan et le retour des déplacés internes en Ouganda du Nord avaient entraîné une diminution de la population relevant de la compétence du HCR. Entre 2010 et 2011, l'afflux régulier de réfugiés originaires de la RDC a entraîné une hausse du budget, qui est passé de 54,5 à 80 millions de dollars E.-U. En 2012, compte tenu de l'afflux persistant en provenance de la RDC, les besoins financiers s'élevaient actuellement à 68,6 millions de dollars E.-U.

Le budget de l'Ouganda en 2013 devrait faire l'objet d'une révision ultérieure, avec la création d'un budget supplémentaire pour répondre aux besoins additionnels liés à la crise dans l'est de la RDC, qui n'avaient pu être évalués lorsque le budget actuel a été approuvé.

## Conséquences d'un manque de financement

- Un réseau de canalisations d'eau destiné à remplacer le coûteux service d'approvisionnement par camion-citerne de la zone d'installation de Nakivale (62 000 personnes) ne serait pas construit.

- Huit postes de police avec 20 pièces habitables, 36 salles de classes avec 65 pièces habitables pour les enseignants et sept centres de santé ne seraient pas construits.
- 20 nouveaux enseignants et 50 agents de santé ne seraient pas recrutés.
- La promotion de l'intégration sur place comme solution durable pour 35 pour cent de la population réfugiée restante serait compromise.
- 100 pour cent des nouveaux réfugiés ne disposeraient pas de documents de voyage délivrés par le Gouvernement ougandais conformément à la Convention, et lisibles à la machine.
- Des taux de mortalité de 3,3 pour mille par mois seraient constatés, alors que le taux prévu par les normes minimales du HCR est de 3 pour mille par mois
- Les taux de malnutrition aiguë, actuellement à 4 pour cent chez les enfants de moins de cinq ans, augmenteraient et dépasseraient la norme du HCR (taux inférieur à 5 pour cent).
- 20 pour cent des victimes connues de violences sexistes n'auraient pas accès à un soutien juridique, médical, psychosocial et matériel. Cela perpétuerait la sous-déclaration des incidents de violence sexuelle.
- 25 pour cent des ménages n'auraient pas accès à des articles domestiques de base.
- Environ 10 pour cent des réfugiés vulnérables n'auraient pas accès à l'assistance essentielle, concernant les abris, la santé, l'eau, la nutrition, l'éducation et l'assainissement.

## Budget 2013 du HCR pour l'Ouganda (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
<b>Environnement de protection favorable</b>					
Institutions administratives et pratiques	0	137 928	0	0	137 928
Assistance juridique et recours	1 050 568	0	0	0	1 050 568
Accès au territoire et non-refoulement	73 714	0	0	0	73 714
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	71 714	0	0	0	71 714
Sous-total	<b>1 195 995</b>	<b>137 928</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 333 923</b>
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>					
Conditions d'accueil améliorées	452 565	0	0	0	452 565
Enregistrement et établissement de profils	1 470 050	0	0	0	1 470 050
Détermination du statut de réfugié	933 591	0	0	0	933 591
Documents individuels	346 714	0	0	0	346 714
Enregistrement et documents d'état civil	1 125 119	0	0	0	1 125 119
Regroupement familial	362 627	0	0	0	362 627
Sous-total	<b>4 690 664</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 690 664</b>

## PARTENAIRES

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux

Cabinet du Premier ministre  
Administrations locales des districts d'Adjumani, d'Arua, de Kiryandongo, de Moyo et de Yumbe

#### ONG

*Africa Humanitarian Action*  
*African Initiative for Relief and Development*  
*Action Africa Help International*  
Conseil danois pour les réfugiés  
Croix-Rouge ougandaise  
*Inter-Aid Uganda*  
*Medical Teams International*  
*Nsamizi Training Institute for Social Development*  
*Windle Trust Uganda*

### Partenaires opérationnels

#### ONG

*American Refugee Committee*  
Conseil finlandais pour les réfugiés  
Conseil norvégien pour les réfugiés  
Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours  
*Real Medicine Foundation*

#### Autres

*African Centre for Treatment and Rehabilitation of Torture Victims*  
Comité international de la Croix-Rouge  
FAO  
FNUAP  
HCDH  
*Human Rights Network Uganda*  
OIM  
OMS  
ONUSIDA  
PAM  
PNUD  
*Public Defender Association of Uganda*  
*Refugee Law Project*  
Service jésuite des réfugiés  
UNICEF  
VNU

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>					
Protection contre la criminalité	863 147	0	0	0	863 147
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	1 440 797	0	0	0	1 440 797
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	83 736	0	0	0	83 736
Protection des enfants	982 037	0	0	0	982 037
Sous-total	<b>3 369 718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 369 718</b>
<b>Besoins de base et services essentiels</b>					
Santé	5 351 775	0	0	0	5 351 775
Santé procréative et services liés au HIV	1 626 518	0	0	0	1 626 518
Nutrition	1 481 575	0	0	0	1 481 575
Sécurité alimentaire	96 714	0	0	0	96 714
Eau	2 050 950	0	0	0	2 050 950
Assainissement et hygiène	1 588 522	0	0	0	1 588 522
Abris et infrastructure	5 404 293	0	0	0	5 404 293
Accès à l'énergie	1 000 833	0	0	0	1 000 833
Articles ménagers de base	2 760 673	0	0	0	2 760 673
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	1 156 654	0	0	0	1 156 654
Éducation	6 938 175	0	0	0	6 938 175
Sous-total	<b>29 456 683</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 456 683</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>					
Mobilisation communautaire	1 198 213	0	0	0	1 198 213
Coexistence avec les communautés locales	63 808	0	0	0	63 808
Ressources naturelles et environnement commun	1 154 211	0	0	0	1 154 211
Autosuffisance et moyens d'existence	6 274 041	0	0	0	6 274 041
Sous-total	<b>8 690 273</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 690 273</b>
<b>Solutions durables</b>					
Retour volontaire	1 352 686	0	0	0	1 352 686
Intégration	1 334 018	0	11 542 541	0	12 876 559
Réinstallation	1 201 866	0	0	0	1 201 866
Sous-total	<b>3 888 570</b>	<b>0</b>	<b>11 542 541</b>	<b>0</b>	<b>15 431 111</b>
<b>Direction, coordination et partenariats</b>					
Coordination et partenariats	221 854	0	0	0	221 854
Gestion des urgences	532 316	0	0	0	532 316
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	170 141	0	0	0	170 141
Sous-total	<b>924 311</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>924 311</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>					
Logistique et chaîne d'approvisionnement	2 961 550	0	0	0	2 961 550
Gestion des opérations, coordination et appui	4 674 395	0	0	0	4 674 395
Sous-total	<b>7 635 945</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 635 945</b>
<b>Total</b>	<b>59 852 159</b>	<b>137 928</b>	<b>11 542 541</b>	<b>0</b>	<b>71 532 628</b>
<b>Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)</b>	<b>68 397 647</b>	<b>132 428</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>68 630 075</b>